Document generated on 10/19/2024 12:48 p.m.

Anthropologie et Sociétés

Gabriel GAGNON : Coopératives ou autogestion, Sénégal, Cuba, Tunisie. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1976, 482 p.

Claude Bariteau

Volume 4, Number 1, 1980

Problèmes urbains

URI: https://id.erudit.org/iderudit/000959ar
DOI: https://doi.org/10.7202/000959ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bariteau, C. (1980). Review of [Gabriel GAGNON : Coopératives ou autogestion, Sénégal, Cuba, Tunisie. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1976, 482 p.] *Anthropologie et Sociétés*, *4*(1), 198–201. https://doi.org/10.7202/000959ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Gabriel GAGNON : *Coopératives ou autogestion, Sénégal, Cuba, Tunisie.* Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1976, 482 p.

Si, à l'instar de Berthoud (1977), l'on estime que les sociétés communautaires ou ce qui s'y apparente sont autogestionnaires, l'on dira du livre de Gabriel Gagnon, *Coopératives ou autogestion*, qu'il véhicule un net partis-pris économique. En effet, la thèse présentée n'a rien à voir avec l'approche de Baudrillard (1973). Au contraire, l'auteur reprend à son compte, parfois en hésitant, les propos de Lénine (1923) sur les coopératives et les actualise en mettant à nu les viscissitudes de ces entreprises dans trois pays de la périphérie : Sénégal, Cuba et Tunisie. À cet égard, ce livre rejoindra davantage ceux qui s'alignent sur la problématique d'Amin (1973) même si, en conclusion, Gagnon esquisse de nouvelles utopies dont les « possibles » cadrent mal avec ce qui les précède.

Dans ce livre, Gagnon affirme que les organismes coopératifs n'ont pas contribué à la construction du socialisme démocratique ou décentralisé et que « le système coopératif ne saurait être considéré comme un mode de production spécifique et autonome (puisqu'il) est vite neutralisé lorsqu'il risque de remettre en cause le pouvoir des classes dominantes ». Pour étayer sa démonstration, il utilise les travaux de ses anciens étudiants : Alfred Sicotte, Lise Rochon, Jules Savaria et Madeleine Jacques. Son argumentation se trouve du coup enrichie de données ethnographiques de première qualité. Cependant, l'on ne saurait parler pour autant d'une « œuvre collective (p. 9) » puisque les interrogations de Gagnon comme le cheminement théorique de ce dernier inspirent constamment la trame des réflexions présentées.

Le constat de Gagnon est percutant. Peut-on le généraliser ? La sélection des pays comme la problématique déployée invitent à la prudence. Le choix du Sénégal découle d'un accident de parcours, celui de Cuba d'une reformulation d'hypothèse et celui de la Tunisie d'une décision quasi spontanée. En fait, le lecteur est en présence de choix qui se justifient chemin faisant, les intentions initiales se mutant en interrogations nouvelles suscitées par les découvertes réalisées en cours de route. L'on cherche en vain une problématique serrée issue d'hypothèses tirées des connaissances accumulées sur les pays de la périphérie. L'on ne saurait dès lors trop insister sur la portée scientifique du constat de Gagnon. Par contre, le témoignage critique de ce dernier doit être mis en relief même si l'on aurait souhaité qu'il en fasse part avec plus de rigueur conceptuelle.

Dans sa recherche du socialisme démocratique au *Sénégal*, Gagnon n'a trouvé que lutte de classes et mystification qui lui sont apparues la résultante de facteurs structuraux. Le matériel présenté est tiré de la thèse de doctorat de l'auteur et d'une analyse faite par Savaria de la dépendance de ce pays au système mondial. Le recours à l'histoire, en dépit de certains raccourcis, permet de découvrir la présence d'une élite alliée aux marabouts durant la période coloniale. Aux dires des auteurs, ce sont les retombées de cette alliance, à savoir l'émergence d'une « couche relativement hétérogène d'intellectuels et de petits bourgeois » (p. 40), qui auraient facilité la marche du Sénégal vers l'indépendance politique à un moment où la création de pays autonomes répondait plus aux exigences du capitalisme international qu'à une volonté d'affranchissement économique.

Du coup, les principales bornes du socialisme africain sont délimitées. La planification ne vise que des réformes de structures. Les coopératives, contrôlées par l'État, sont créées pour faciliter une meilleure canalisation de la production locale dont les surplus demeurent néanmoins insuffisants pour maintenir en place la bureaucratie sénégalaise. Même l'ouverture aux investissements étrangers et l'essor du tourisme n'arrivent pas à corriger le déficit de la balance des paiements. La structure de l'économie sénégalaise est trop vulnérable pour permettre un affranchissement sans remettre en cause la reproduction de cette nouvelle couche sociale qui a mené le pays à l'indépendance.

Le déploiement de luttes internes résulte d'une telle situation. À juste titre, Gagnon et Savaria exploitent la crise de 1962 en révélant le conflit entre Dia et Senghor. Ces pages sont des plus riches et des plus convaincantes. Elles nous conduisent au cœur de la lutte des classes tout en nous sensibilisant à ce qu'aurait pu être le socialisme de Dia. Quant aux conséquences sociales de cette crise, elles sont bien campées. Il s'agit de la consolidation d'une bourgeoisie bureaucratique associée à la couche maraboutique et liée, aurait-il fallu ajouter, à des représentants de firmes étrangères. Typique des économies d'enclave, une telle bourgeoisie s'oriente habituellement vers une consommation de luxe. C'est d'ailleurs ce que constatent les auteurs en soulignant la marginalisation des masses et la mystification du projet socialiste qui en découlent.

Si les structures sénégalaises ont empêché la matérialisation du socialisme démocratique, *Cuba* est apparu à Gagnon un lieu propice à l'éclosion du modèle recherché car les structures y ont été modifiées sous l'effet de la lutte des classes. À l'aide de deux monographies, celles de Lise Rochon et d'Alfred Sicotte, Gagnon questionne le cas urbain et n'y trouve que la marque de l'utilisation de ces formes d'entreprise par le pouvoir d'État pour réaliser certains de ses objectifs de planification. Ces conclusions appellent toutefois des réserves. Certes, une étude de la société cubaine aurait permis de mieux les mettre en évidence. Là-dessus, nous partageons l'opinion de Gagnon. Par contre, nous pensons que ses conclusions débordent la portée des monographies présentées.

La coopérative Jesus Feliu fut mise sur pied dans le sillon de la réforme agraire par des métayers qui se sont unis à des ouvriers-propriétaires. Issue d'une relocalisation de cette population et fortement encouragée par l'État (facilités bancaires, encadrement, etc.), cette coopérative, en dépit des problèmes humains qui s'y retrouvent, offre un bilan économique positif. Les membres, aux dires de Rochon, ont des revenus et un niveau de vie nettement améliorés. L'on n'est donc pas surpris de constater peu de résistance chez ces derniers face aux projets de l'État. À cet égard, les commentaires de Gagnon sur la main-mise de l'État mériteraient d'être nuancés en tenant compte à la fois des conditions d'émergence de cette coopérative et des services complémentaires (santé, éducation, transport, etc.) offerts par l'État.

Dans le cas de la deuxième coopérative, celle de Conrado Benitez, Gagnon affirme que les « devoirs » des paysans envers l'État, à savoir réaliser une bonne production et en disposer selon les indications fournies, constituent des contraintes issues d'une stratégie visant à mettre le système coopératif à la remorque du pouvoir d'État. Une telle interprétation surprend. En effet, cette coopérative, analysée d'ailleurs avec autant de détails que la précédente, témoigne plus, à notre avis, des difficultés pour les petits paysans de s'organiser de façon autonome lorsqu'il est économiquement avantageux de passer au secteur étatique en raison du revenu décent qui en découle. À Cuba, les coopératives ont été un outil pour intégrer la production de petits paysans. Dire que c'est ce qui se passe relève du lieu commun et nous renvoie plus aux visées théoriques de Gagnon qu'à une discussion de cas dont l'analyse incitait à des propos différents.

La Tunisie, pays capitaliste de la périphérie, est le dernier arrêt dans le périple de Gagnon. La méthodologie utilisée est plus raffinée et l'équipe mieux rodée de telle sorte que ce cas est celui qui convainc le plus. Dès l'entrée en matière, l'on est plongé au cœur même de la formation sociale tunisienne des années '60-'70. Après une analyse de la structure du pouvoir et une étude de quatre coopératives de la vallée du Khanguat-el-Hadjadj, nous apprenons que la réforme agraire a été bloquée par une classe politique essayant de mieux se « rattacher au système capitaliste mondial par le développement des ressources minières, de l'industrie et du tourisme » (p. 426) après s'être alliée une couche « privilégiée de petits propriétaires et d'ouvriers agricoles permanents » (p. 425).

D'orientation socialiste, la formation sociale tunisienne ne semble l'être qu'à travers un discours qui cherche à glorifier la coopération. Sicotte a très bien décodé le projet coopé-

ratif tunisien en faisant ressortir, parfois avec une argumentation trop théorique, comment il s'articule au développement du capitalisme mondial. L'analyse empirique de Savaria dans la vallée de Khanguat-el-Hadjadj indique d'ailleurs clairement que les problèmes des quatre coopératives étudiées sont surtout imputables à une administration politique qui ne cherche pas à corriger la dépendance aux marchés extérieurs. Dès lors, n'est-on pas un peu résigné d'apprendre de Jacques que la « culture de la honte » n'a pas été démasquée, le paternalisme des coopérateurs mâles s'y reproduisant au détriment d'une certaine amélioration de la condition féminine.

Cette stagnation des coopératives tunisiennes renvoie à l'absence de participation réelle des coopérateurs aux dires de Sicotte. Les coopératives n'ont pas changé les rapports sociaux de production et le limogeage d'Ahmed ben Salah en 1969 en fournirait l'explication. D'obédience socialiste, ce dernier voyait le système coopératif comme un outil permettant d'éliminer les intermédiaires et de niveler les classes sociales. Tolérée lorsque cette approche n'était que discours, elle fut mise en tutelle au moment de sa généralisation. Le mécontentement de la petite paysannerie, bien drainé par la bourgeoisie terrienne et les partisans de l'entreprise privée, a fait sauter l'équipe d'Ahmed ben Salah pourtant appuyé, selon Gagnon et ses collaborateurs, par les représentants du capitalisme mondial. La structure interne de classes aurait donc été plus déterminante que la dépendance externe. Cette révélation surprend un peu en l'absence d'une analyse des intérêts de la bourgeoisie administrative en regard du capitalisme mondial.

La lecture de ces trois cas est essentielle à la compréhension de la synthèse présentée en conclusion. Celle-ci affirme la permanence des classes sociales et l'influence du système mondial partout où s'implantent des coopératives dans la périphérie. Aux dires de Gagnon, ces coopératives conduisent invariablement à la seule modernisation de l'agriculture en minant le paysanat. Quant au socialisme démocratique, elles ne peuvent aucunement l'engendrer. Si, en introduisant son volume, l'auteur avait fait ressortir que ces entreprises sont surtout liées au mode de production marchand simple, ce qui expliquerait leur soumission à des modes dominants, des éléments nouveaux seraient peut-être venus renforcer la thèse de Lénine et expliquer les avatars du mouvement coopératif à l'échelle mondiale. Qui plus est, le projet autogestionnaire aurait été mieux campé et, du coup, les limites au plan Dia ou aux visées d'Ahmed ben Salah auraient davantage ressorti. Telle que présentée, cette synthèse déçoit un peu. L'on se demande même parfois si Gagnon cherche plus à se démarquer de Poulantzas (1974) ou d'Amin (1973) qu'à rendre compte des faits lorsqu'il affirme, par exemple, qu'il n'y a pas de « bourgeoisie locale, principalement commerçante, dans le sillage du capitalisme étranger dominant » (p. 455) au Sénégal alors que ces commerçants étaient, avec les marabouts, les cibles de Dia.

Quoiqu'il en soit, cette synthèse n'est qu'une entrée en matière aux possibilités qu'offrent les sociétés post-industrielles pour la construction du socialisme démocratique. En effet, après ce long périple, Gagnon estime que les sociétés de la périphérie ne pourront parvenir à ce type de socialisme que si elles s'isolent du système mondial et parviennent à saper les bases du pouvoir bourgeois et petit bourgeois. La condition est de taille. Par contre, dans les sociétés post-industrielles, à cause semble-t-il de la technologie, un tel projet offrirait plus de possibilités de réalisation en autant que s'allient des éléments de la contre-culture, de la classe moyenne et de la classe ouvrière dans le cadre d'une planification sociale. Devant une telle espérance, l'on ne peut que se demander par quelle magie ce bond qualitatif se réalisera dans des sociétés dont la principale caractéristique est de se maintenir à l'intérieur comme à l'extérieur grâce à un argument militaire et un engrenage bien huilé au sein du système mondial. Les « possibles » qu'imagine Gagnon ne sont-ils pas voués au même sort que ceux qu'il a analysés ou, plutôt, ne sont-ils pas aussi « possibles » que tout ce qui est lutte de classes dans des conditions historiques précises ?

Tout compte fait, ce livre désillusionne ceux qui recherchent le socialisme autogestionnaire dans les coopératives. Après sa lecture, les « penseurs » du mouvement coopératif en sortiront songeurs, parfois même ébranlés. De plus, à un moment où des québécois cherchent différentes voies pour consolider leur projet collectif, il a le mérite de les aviser, par exemples interposés, des conséquences prévisibles de certains choix. Ne serait-ce que pour cette raison, ce livre doit être lu et approfondi par les tenants de la planification au sein de la société québécoise. Pour le lecteur d'outre-frontière, en plus de retrouver un regard différent sur des réalités de la périphérie, ce livre le mettra au diapason de la recherche québécoise. Évidemment, celui qui cherche une nouvelle voie sera déçu des « possibles » que l'auteur évoque. À cet égard, il est légitime de penser que Gagnon est victime de son approche systémique ou de sa façon de questionner la réalité à l'aide d'un modèle. Si sa démarche avait reposé sur une analyse des « possibles » à réaliser, son témoignage eût certes été différent car, alors, les « possibles » de demain seraient probablement devenus des luttes à mener aujourd'hui pour la construction d'un monde plus égalitaire.

RÉFÉRENCES

AMIN S.
1973 *Le développement inégal*. Paris: Minuit.

BAUDRILLARD J.
1973 *Le miroir de la production*. Tournai: Casterman.

BERTHOUD G.
1977 « La première société autogestionnaire », *Autogestion*, 43:23-50.

LÉNINE V.
1923 « De la coopération », in *La question de la terre et la lutte pour la liberté*. Moscou: Éd. du Progrès, 135-143.

POULANTZAS N.
1974 *Les classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*. Paris: Seuil.

Claude Bariteau
Département d'anthropologie
Université Laval

LIVRES REÇUS À LA REVUE

Actes du XXVIIIe colloque organisé à l'occasion du IXe Congrès International des Sciences Préhistoriques protohistoriques. Nice, septembre 1976 : *Les mouvements celtiques du Ve au Ier siècle avant notre ère*. Éditions du CNRS, Paris, 1979, 238 p.

Raymond BOILY : *Le guide du voyageur à la Baie-Saint-Paul au XVIIIe siècle*. Éditions Leméac Inc., 1979, 133 p.